

Ecrit par le 7 juillet 2026

Le tsunami des défaillances d'entreprises n'a pas eu lieu en 2021

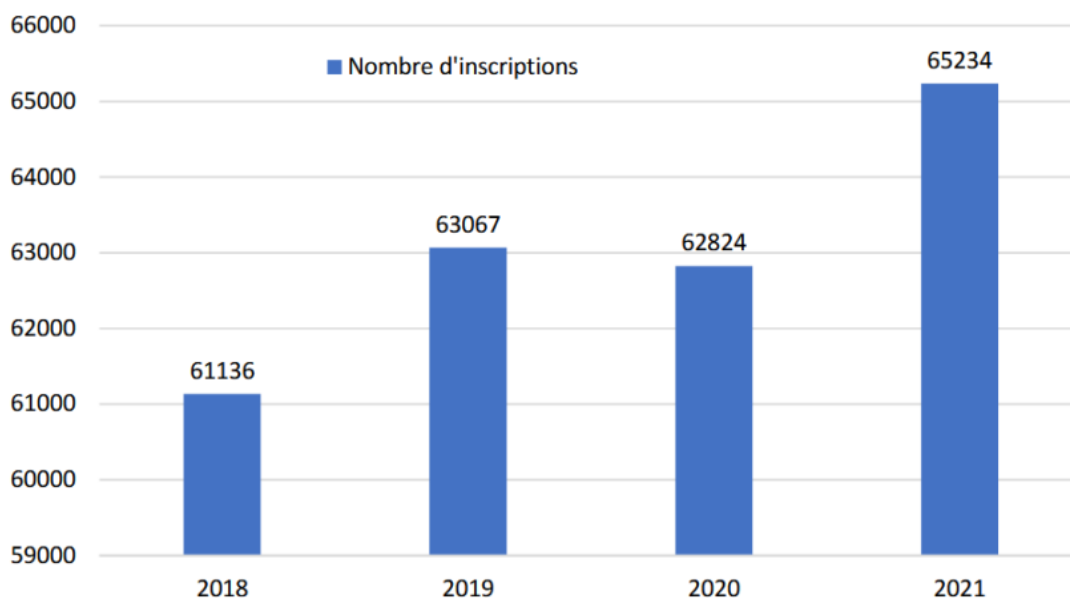


Alors que de nombreuses incertitudes pesaient sur l'année 2021, le bilan de l'année écoulée pour l'activité du tribunal de commerce n'a pas été si mauvais qu'attendu. Avec 65 234, le nombre d'immatriculation des entreprises au RCS (Registre du commerce et des sociétés) n'a jamais été aussi élevé en Vaucluse (voir graphique ci-dessous). Par ailleurs, entre 2020 et 2021, le nombre des immatriculations (6 684) a progressé de +29,48%. Un chiffre qui compense largement la hausse des radiations (2 058) s'élevant à +7,24%.

Ecrit par le 7 juillet 2026

Registre du commerce et des sociétés (RCS)

Entreprises inscrites dans le département de Vaucluse :

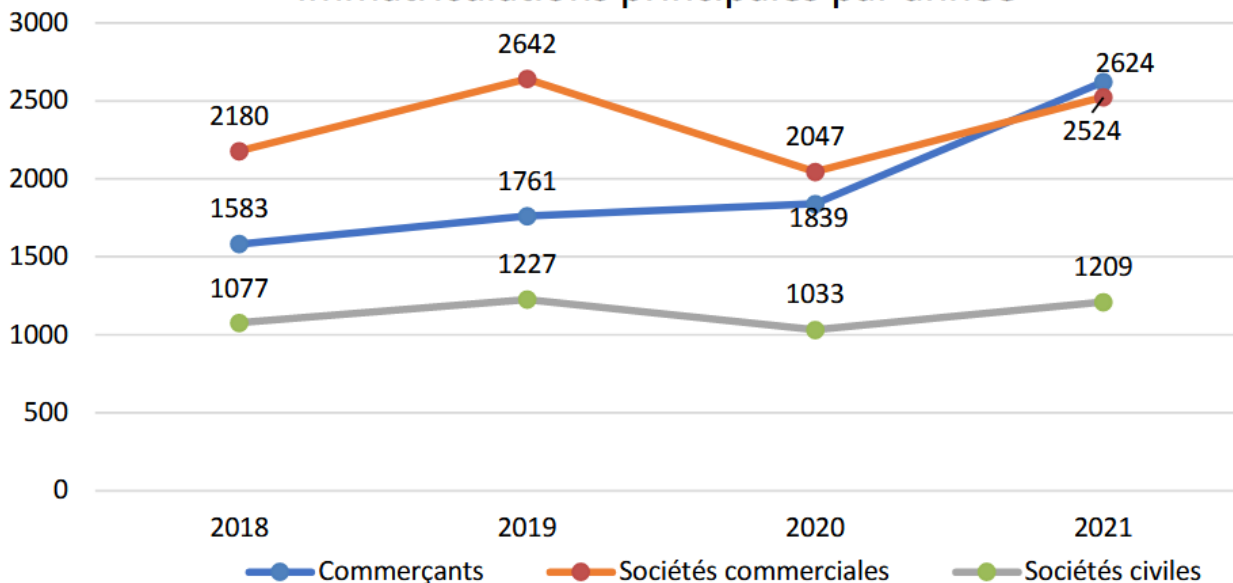


« Malgré l'accélération de la crise sanitaire, je peux aujourd'hui vous dire que le scénario noir du tsunami des défaillances d'entreprises ne s'est pas réalisé en 2021 », s'est félicité Gérard Arnault, président du Tribunal de commerce d'Avignon lors de la dernière audience solennelle de rentrée qui vient de se tenir au palais de justice de la cité des papes.

« Les chiffres sont éloquentes au niveau local comme au niveau national, poursuit Gérard Arnault. Pour notre juridiction le nombre d'ouvertures de défaillances d'entreprises est pratiquement stable en 2021 par rapport à 2020, année qui était déjà en recul de 24%, par rapport à la situation avant la crise de 2019. »

Ecrit par le 7 juillet 2026

Immatriculations principales par année



Ne pas crier victoire trop vite

« L'année 2021 est maintenant terminée, explique le président du Tribunal de commerce. Il y a environ 2 mois les signaux sanitaires étaient encourageants et nous pensions tous terminer l'année de manière apaisée et avec une sérénité économique retrouvée. Force est de constater que l'apaisement espéré n'est pas au rendez-vous, que la crise sanitaire est plus que jamais d'actualité et que la désorganisation des entreprises ajoutée à celle des services publics devient un souci quotidien pour leurs dirigeants. »

« En fin d'année, face à l'accélération de la crise sanitaire il s'est avéré nécessaire de soutenir les entreprises impactées. Pour répondre à ce besoin les pouvoirs publics ont mis en place et prolongé des dispositifs d'aide. Je m'en réjouis en espérant qu'elles seront suffisantes pour limiter l'impact financier des contraintes sanitaires qui pèsent lourdement sur les activités liées au tourisme vauclusien notamment. »

Ecrit par le 7 juillet 2026

Rang	N-1	VILLE	Total	Ratio 84
1	=	AVIGNON	1415	19,57 %
2	+ 1	CARPENTRAS	396	5,48 %
3	+ 1	CAVAILLON	342	4,73 %
4	-2	ORANGE	333	4,61 %
5	=	ISLE-SUR-LA-SORGUE	327	4,52 %
6	=	PERTUIS	277	3,83 %
7	+ 1	SORGUES	248	3,43 %
8	- 1	PERNES-LES-FONTAINES	226	3,13 %
9	=	LE PONTET	223	3,08 %
10	Entrant	APT	175	2,42 %

Les 10 communes les plus dynamiques économiquement en stock d'immatriculations en 2021 dans le Vaucluse.

Attention aux effets pervers

Toutefois, les outils destinés à soutenir les entreprises, avec la possibilité de continuer à souscrire un plan garanti jusqu'en juin 2022, ont joué leur rôle. Il ne faut cependant pas que ces mesures engendrent des effets pervers.

« Compenser les effets de la crise est incontestablement une bonne chose mais quand l'économie reviendra à la normale il faudra rembourser et plus globalement, toute augmentation de la dette rend plus préoccupante cette hypothèque prise sur le futur », prévient le président Gérard Arnault.

Les dirigeants d'entreprises agissent souvent trop tard

« Les procédures collectives peuvent sauver les entreprises en leur permettant d'étaler leurs dettes antérieures au jugement d'ouverture de la procédure sur une période maximale de 10 ans sans intérêt, rappelle le président du TC d'Avignon. Nous observons aussi que l'ouverture de ces procédures signifie le plus souvent la disparition de l'entreprise dans un délai plus ou moins court. Force est de constater que la plupart des dirigeants qui viennent déclarer la cessation de paiement agissent très majoritairement trop tard alors que leur trésorerie est le plus souvent exsangue. Pour avoir une chance, il faut anticiper. »

	2018	2019	2020	2021	Écart 2020/2021
Sauvegarde	8	7	5	3	- 40 %
Redressement judiciaire	218	151	82	125	+ 52,44 %
Liquidation judiciaire	131	134	38	32	- 15,79 %
Liquidation judiciaire simplifiée	153	131	194	161	- 17,01 %
Rétablissement professionnel	2	0	1	0	/
Résolution de plan	35	37	22	27	+ 22,73 %
Total	547	460	342	348	+ 1,75 %

Les ouvertures de procédures collectives.

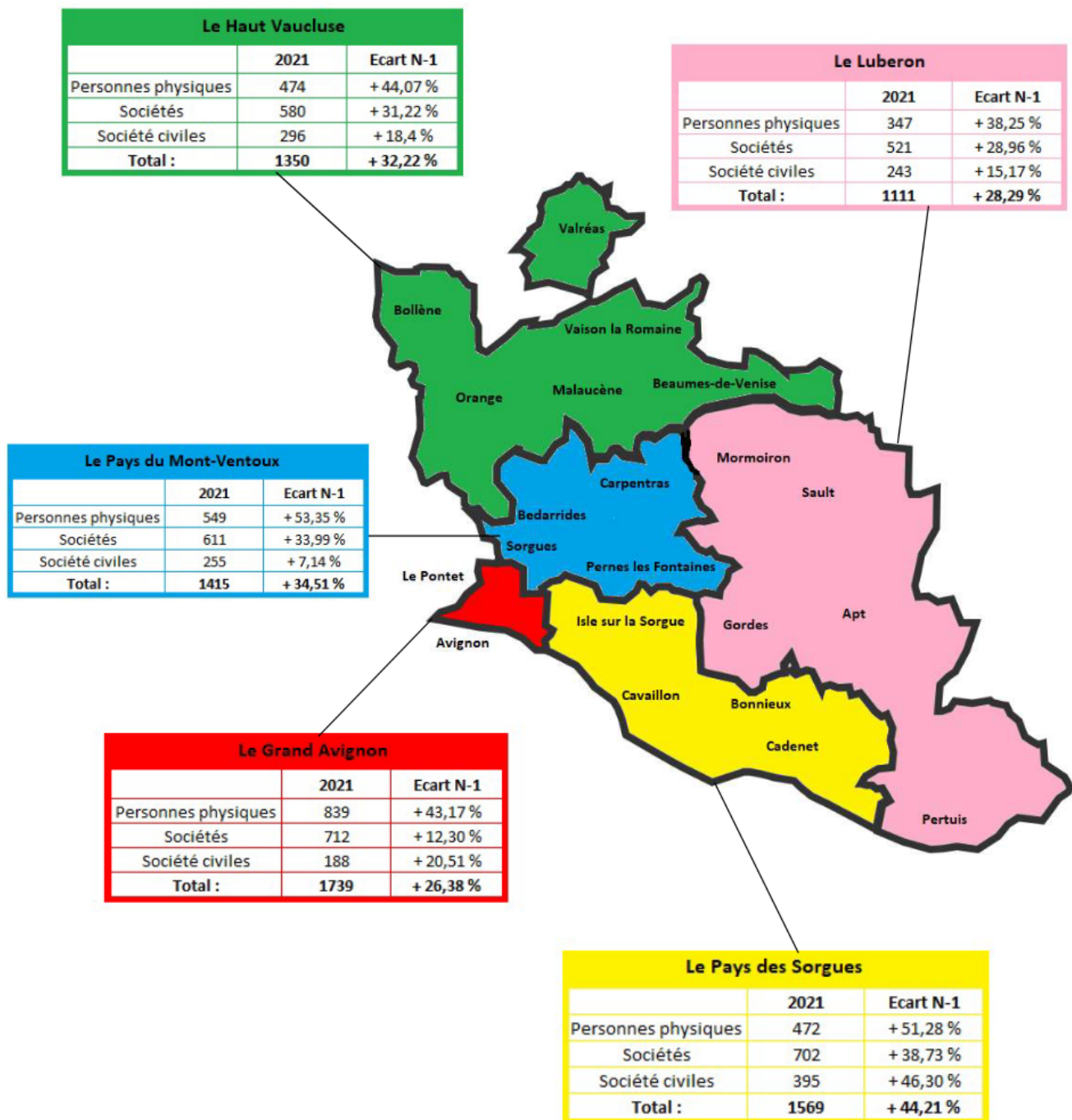
Ecrit par le 7 juillet 2026

Dans cette logique de sauvegarde, le tribunal de commerce n'a pas chômé en 2021 puisqu'il a réalisé 175 entretiens de prévention (+140% par rapport à 2020) auprès de dirigeants dont les entreprises pouvaient potentiellement être en danger. « Pour cela, nous avons développé des outils numériques permettant d'identifier les signaux faibles d'alerte. »

En revanche, avec 47 dirigeants ayant pris l'initiative d'avoir recours au dispositif de prévention, les attentes sont restées inférieures à celle espérées par le tribunal.

« Nous ne pouvons qu'encourager les chefs d'entreprise à anticiper les difficultés que constitueront fatalement l'accumulation des dettes. Ils peuvent solliciter le juge de la prévention pour obtenir de l'information sur le fonctionnement des procédures amiables comme des procédures collectives et lui demander de l'aide pour trouver une solution adaptée et, dans les situations les plus difficiles, venir se mettre le plus tôt possible sous la protection du tribunal. »

Ecrit par le 7 juillet 2026



Répartition par intercommunalité des créations d'entreprises en 2021.

Un comité local de sortie de crise

Et Gérard Arnault de saluer la décision du gouvernement de mettre en place un comité local de sortie de crise dans chaque département avec la désignation d'un conseiller spécifique accueillant et orientant les

Ecrit par le 7 juillet 2026

entreprises en situation de fragilité financière. En Vaucluse, ce dispositif est piloté par Frédéric Deroo, administrateur des finances publiques.

« Cet interlocuteur de confiance respecte un strict cadre de confidentialité, notamment vis-à-vis du secret des affaires et du secret fiscal. Il proposera une solution adaptée et opérationnelle à chaque entreprise, en fonction de sa situation. Il peut notamment mobiliser les outils d'accompagnement financiers mis en place par l'Etat : un aménagement des dettes sociales (Urssaf) et fiscales, complété le cas échéant par un prêt direct de l'Etat en complément des financements bancaires. Il peut aussi s'appuyer sur les services de la médiation du crédit de la Banque de France, de la médiation des entreprises ou orienter les chefs d'entreprise vers les nouvelles procédures de sortie de crise mises en œuvre par les tribunaux de commerce. »

Le dévouement du greffe

Enfin, cette audience solennelle de rentrée a été aussi l'occasion pour le président Arnault de souligner l'activité (voir tableau ci-dessous) et la qualité du travail de l'ensemble du personnel du greffe d'Avignon : « Je veux ici remercier leur dévouement à la cause de la justice commerciale. Leur disponibilité et leur écoute attentive m'est précieuse. »

Et Gérard Arnault d'évoquer « la communauté d'hommes et de femmes qui compose ce tribunal » avec les juges, les greffes mais aussi les administrateurs et mandataires judiciaires, les commissaires-priseurs, les huissiers, les experts judiciaires, les avocats des barreaux d'Avignon et de Carpentras ainsi que les experts-comptables et commissaires aux comptes.

	2018	2019	2020	2021	Écart 2020/2021
Immatriculations	5458	5618	5162	6684	+ 29,48 %
Modifications	13618	10969	14460	15554	+ 7,57 %
Radiations	4296	3816	1919	2058	+ 7,24 %
Mentions d'office	4566	4870	5773	6718	+ 16,37 %
Dépôts d'actes (hors comptes annuels)	31707	21677	16473	14254	- 13,47 %
Total	59645	46950	43787	45268	+ 3,38 %

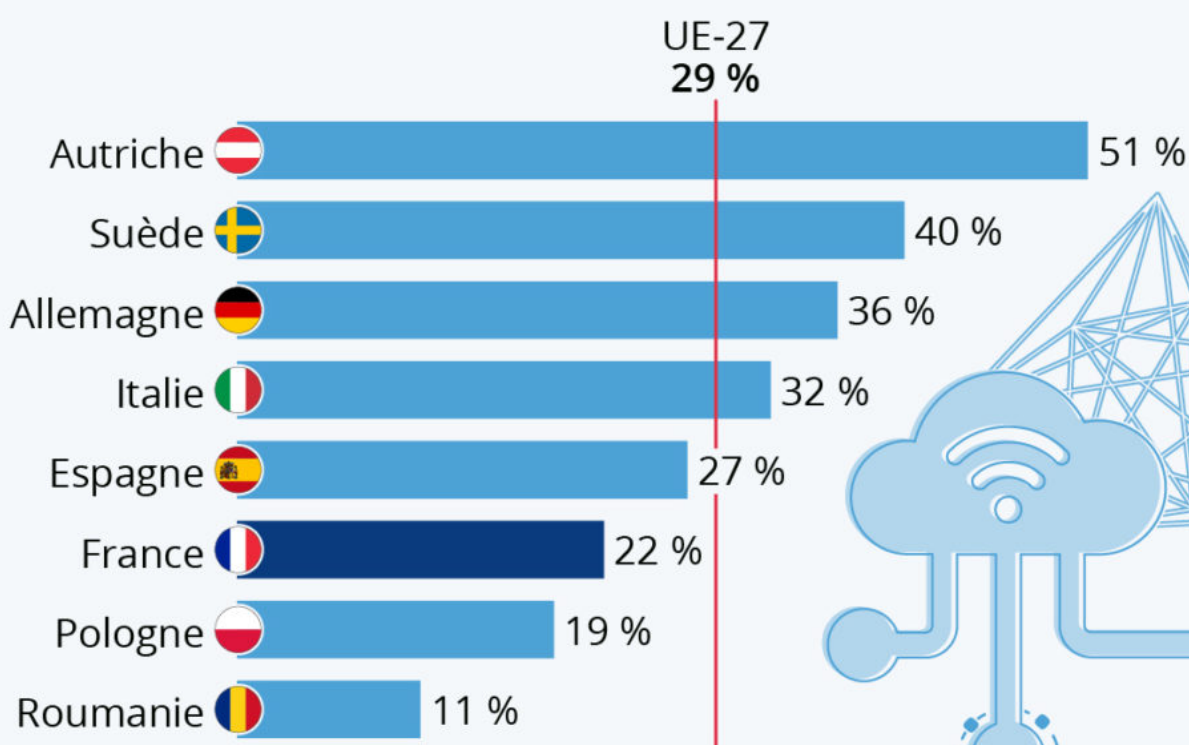
Tableau d'activité du RCS d'Avignon.

La France en retard sur les objets connectés

Ecrit par le 7 juillet 2026

La France en retard sur l'Internet des objets

Part des entreprises utilisant des technologies liées à l'Internet des objets en 2021



Sources : Destatis, Eurostat



L'expression « [Internet des objets](#) » (« Internet of Things », IoT), inventée en 1999 par le technologue britannique Kevin Ashton, décrit un réseau permettant de connecter les objets physiques entre eux : appareils, ordinateurs, machines. À l'époque, ce concept relevait encore du domaine de la science-fiction pour le grand public. Aujourd'hui, avec l'essor des [technologies de télécommunication](#), l'Internet des objets est devenu une réalité. Assistants vocaux, domotique, montres connectées, voitures intelligentes,

Écrit par le 7 juillet 2026

équipements industriels, etc. : en ce moment même, un vaste réseau d'objets collectent et échangent des données pour exécuter des tâches de manière autonome.

Comme le [rapporte](#) Lionel Sujay Vailshery, expert de l'industrie électronique chez Statista, les analystes du marché prévoient que la base installée des appareils connectés à l'Internet des objets atteigne près de 31 milliards d'unités d'ici 2025. « Au fur et à mesure que la technologie progresse, le coût des composants diminue, ce qui favorise le déploiement massif de l'IoT dans l'industrie [...] ». La généralisation de cette technologie laisse entrevoir des gains importants de productivité et de traçabilité dans de nombreux secteurs industriels.

Alors que la transformation digitale représente un enjeu majeur de compétitivité économique, des [données](#) d'Eurostat montrent que les entreprises européennes présentent des niveaux très variables de modernisation. Comparées à celles des pays voisins, on constate que les entreprises françaises accusent du retard sur les technologies liées à l'Internet des objets. Avec 22 % des entreprises utilisant des objets connectés en 2021, la France fait moins bien que la moyenne de l'UE (29 %). Les entreprises les mieux équipées d'Europe se trouvent en Autriche (51 %), alors que des pays comme la Suède (40 %) et l'Allemagne (36 %) figurent aussi parmi les plus avancés.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Sur un sujet similaire : les [industries les plus robotisées](#).

Extension de Créativa : où en sont les travaux ?

Ecrit par le 7 juillet 2026



D'un montant de 4,2M€, le chantier d'extension de la pépinière d'entreprises Créativa avance à grands pas, ou plutôt à grands coups de pioches.

Démarrés au printemps 2021, pour une fin des travaux prévue en mai 2022, les travaux sont actuellement avancés à hauteur de 65%. Les travaux des lots gros-œuvre et menuiseries extérieures sont quant à eux achevés à 95%. La maîtrise d'ouvrage est assurée par Citadis, dans le cadre de la concession d'Avignon Technopôle. La maîtrise d'œuvre est réalisée par le cabinet Arpège Architecture. Les élus ont pu constater l'avancement des travaux lors de la visite de chantier organisée en présence de [Cécile Helle](#), maire d'Avignon, Joël Guin, président du Grand Avignon ainsi que de Guy Moureau, vice-président du Grand Avignon et maire d'Entraigues.

Depuis 31 ans, à quelques kilomètres de la gare TGV et de l'autoroute A7, Créativa, qui inaugurerait [Victoria](#) il y a quelques semaines, met à disposition de ses clients une offre clé en mains incluant l'accompagnement entrepreneurial combiné à plusieurs solutions d'hébergement. Cette extension implique de nombreux partenaires et financeurs. Les subventions au titre du CRET (Contrats régionaux d'équilibre territorial) allouées par la [Région Sud](#) sont de 900 000€ sur les bâtiments et 160 000€ sur l'aménagement du site.

Ecrit par le 7 juillet 2026



Visite de chantier. Crédit photo : Grand Avignon

Chiffres clés

Cette modernisation se traduit par la rénovation du bâtiment Pierre Thomas existant ainsi que par la construction d'un nouveau bâtiment qui sera livré en mai 2022. Ce dernier viendra remplacer 3 bâtiments anciens qui seront réintégrés dans le patrimoine de la communauté d'agglomération pour ses besoins propres.

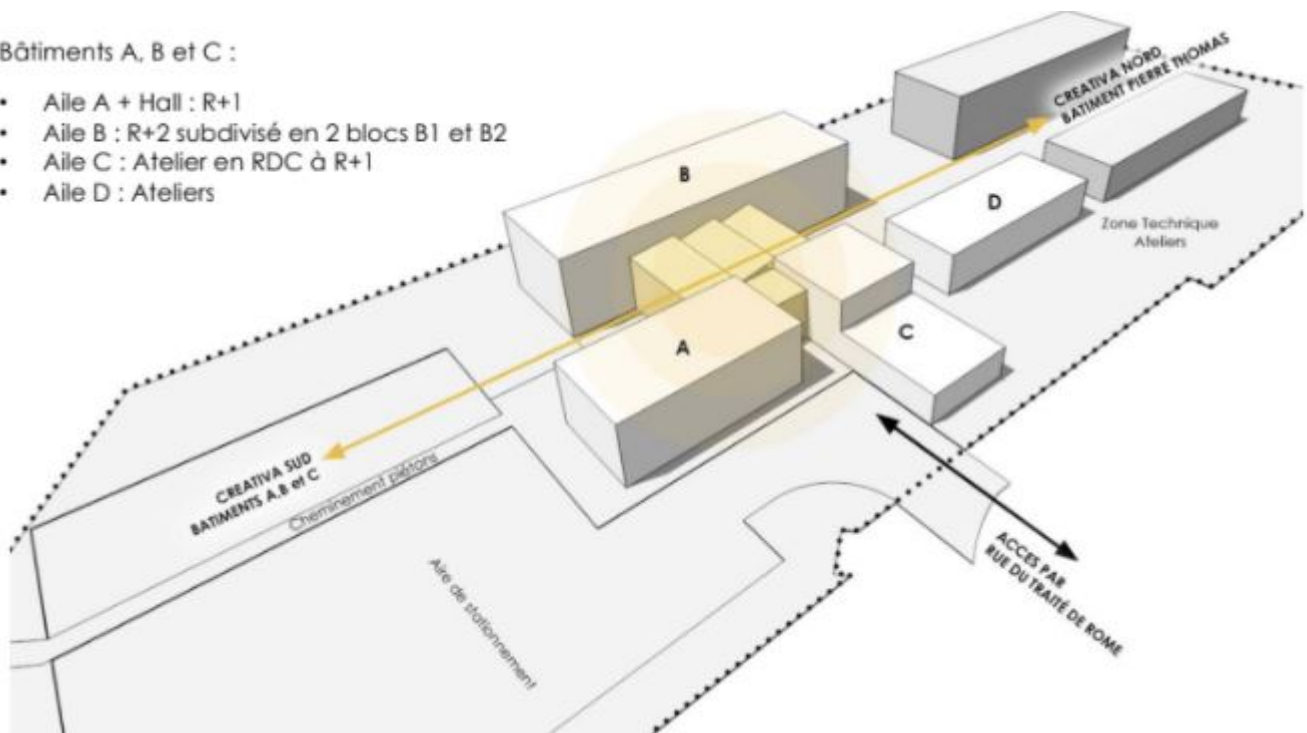
Le nouveau bâtiment pourra compter 60 espaces tertiaires, 6 ateliers en location dédiés à l'accueil des nouvelles entreprises, 2 salles de réunion, des aménagements intérieurs et extérieurs pour encourager encore plus les interfaces. Mais également 72 places de parking extérieures et un local à vélo de 8 places.

Le projet s'étend sur une surface de plancher de 2 298 m², une surface de terrain de 6470 m² et a par ailleurs obtenu le label 'Bâtiment durable méditerranéen' niveau 'argent', attestant du niveau de qualité énergétique et environnementale.

Ecrit par le 7 juillet 2026

Bâtiments A, B et C :

- Aile A + Hall : R+1
- Aile B : R+2 subdivisé en 2 blocs B1 et B2
- Aile C : Atelier en RDC à R+1
- Aile D : Ateliers



Plan de l'extension de Créativa. Crédit : cabinet Arpège Architecture

A compter de l'été 2022, le périmètre de Créativa se concentrera donc sur les deux bâtiments les plus récents qui hébergeront l'ensemble des entreprises de la pépinière. Les services de Créativa seront ainsi optimisés grâce à un mobilier adapté, des espaces et un confort d'occupation améliorés. Un accent tout particulier sera mis sur la convivialité, avec notamment un espace d'accueil généreux pour l'ensemble des créateurs d'entreprises et des visiteurs. L'implantation et les aménagements ont été pensés pour favoriser les liens et les échanges avec le bâtiment voisin Pierre Thomas.

Ecrit par le 7 juillet 2026



Avancement des travaux. Crédit: Grand Avignon

(Vidéo) : Avec 'Le moment pro' Pôle emploi veut faciliter le recrutement des entreprises

Ecrit par le 7 juillet 2026



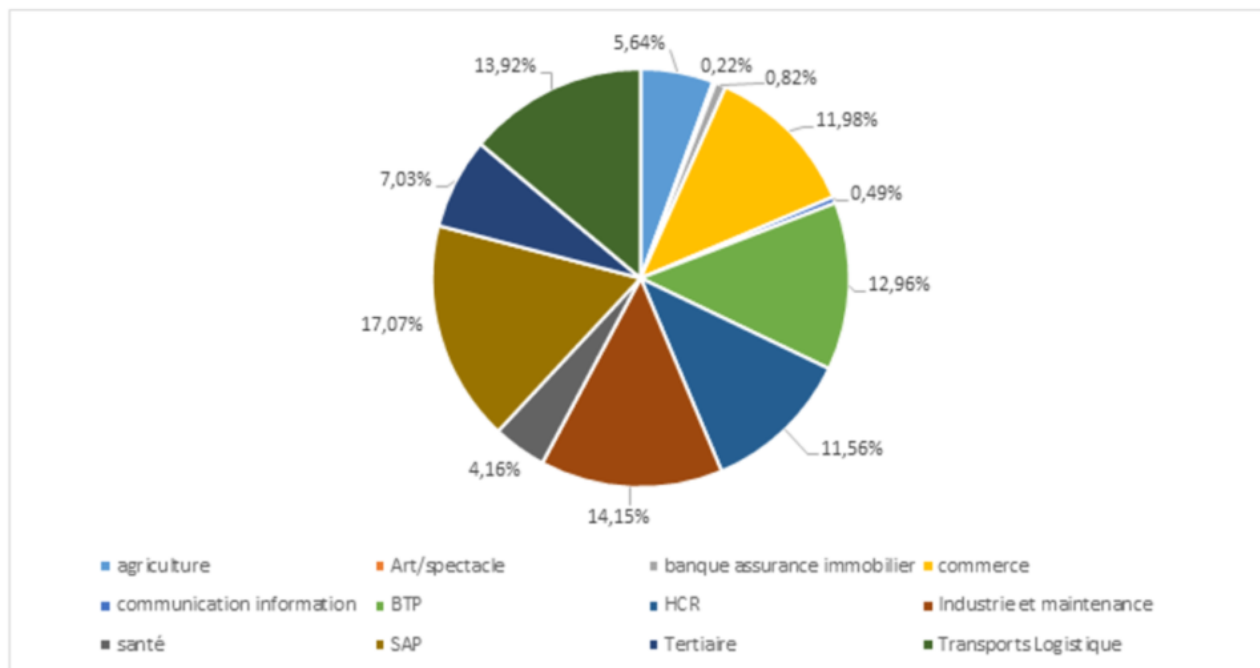
Alors que l'on constate une reprise de l'économie ces derniers mois avec une croissance estimée en France par l'Insee à 6,7% en 2021 (après une chute de 8% en 2020), [Pôle emploi](#) lance 'Le moment pro' destiné aux entreprises souhaitant recruter. Dans [cette vidéo](#) de près de 13 minutes, accessible jusqu'au 4 février prochain, l'animateur de ce 'talk-show' présente une gamme de services aux entreprises proposée par Pôle emploi. Le tout rythmé par de nombreuses rubriques : '60 sec pour tout comprendre', 'L'interview expert', 'La minute LinkedIn', 'L'interview plateau', 'FAQ' (Foire aux questions), 'Le Récap'...

7 066 emplois à pourvoir en Vaucluse

A ce jour, Pôle emploi propose 7 066 offres de postes en Vaucluse. Par ailleurs, en 2021 Pôle emploi a traité un peu plus de 36 000 offres d'emplois dans le département.

Des postes qui concernent principalement 6 secteurs d'activités avec des volumes assez similaires : les services à la personne, l'industrie et maintenance (avec une prédominance de l'industrie agro-alimentaire pour le Vaucluse), les transports et la logistique, le BTP, l'hôtellerie-café-restauration ainsi que le domaine du commerce.

Ecrit par le 7 juillet 2026



Répartition par secteur d'activité des 36 000 offres d'emploi traitées par Pôle emploi dans le Vaucluse en 2021.

De nombreux outils pour recruter

En Vaucluse, 8 équipes de Pôle emploi sont dédiées aux besoins des entreprises du département. Deux se trouvent à Avignon alors que les autres sont implantées à Orange, Bollène, Carpentras, Apt, Pertuis et Cavailon (voir contacts ci-dessous). Ces sites apportent de nombreux services et outils aux entreprises pour les aider à recruter (diagnostic, présélection des candidats, offres ciblées, méthode de recrutement par simulation...)

Contact avec les équipes 'Entreprises' de Pôle emploi Vaucluse

Avignon Réalpanier : recrutementavignonrealpanier@pole-emploi.net - 04 90 31 53 03

Avignon Joly Jean : recrutementavignonjolyjean@pole-emploi.net - 04 90 27 46 58

Orange : recrutementorange@pole-emploi.net - 04 32 81 85 31

Bollène : recrutementbollene@pole-emploi.net - 04 90 30 63 00

Carpentras : recrutementcarpentras@pole-emploi.net - 04 32 85 84 15

Apt : recrutementapt@pole-emploi.net - 04 90 74 79 42

Pertuis : recrutementpertuis@pole-emploi.net - 04 90 09 22 64

Cavaillon : recrutementcavaillon@pole-emploi.net - 04 32 50 02 84

<https://youtu.be/RqQpTvJ3wEs>

Ecrit par le 7 juillet 2026

Luberon & Sorgues entreprendre : les lauréats des trophées 'l'entreprise et son territoire'



C'est au domaine Tourbillon à Lagnes que le réseau [Luberon & Sorgues entreprendre](#) a organisé les 10èmes rencontres des entreprises du Luberon et Pays des Sorgues. Au programme : remise de trophées, convivialité et discours.

A cette occasion, 150 participants (institutionnels et entrepreneurs) étaient réunis pour échanger. Le discours d'accueil a été prononcé par [Hélène Felix](#), présidente de Luberon et Sorgues Entreprendre qui a

Ecrit par le 7 juillet 2026

également co-animé la soirée avec [Christophe Baudrier](#), vice-président. L'occasion d'assister à un témoignage émouvant des administrateurs saluant l'engagement de [Philippe Milles](#) durant ses onze années de présidence. Il poursuivra son implication à la tête de comité de pilotage EIT : 'Ecologie industrielle et territoriale'

Trophées 2021 'l'entreprise et son territoire'

L'objectif des trophées est de valoriser les entreprises qui contribuent à l'attractivité du territoire. Pour cette édition spéciale, après une interruption d'un an pour cause de Covid, deux types de trophées ont été remis. La catégorie 'Engagement solidaire' a mis à l'honneur trois structures dont le maître-mot est l'entraide et quatre Prix-Entreprises : engagement Jeune pousse ; engagement Responsabilité sociétale ; engagement dans la vie locale et le prix spécial du jury. Après avoir audité vingt candidats, le comité de sélection a choisi sept lauréats.



Crédit photo : Luberon & Sorgues entreprendre

Écrit par le 7 juillet 2026

Les lauréats

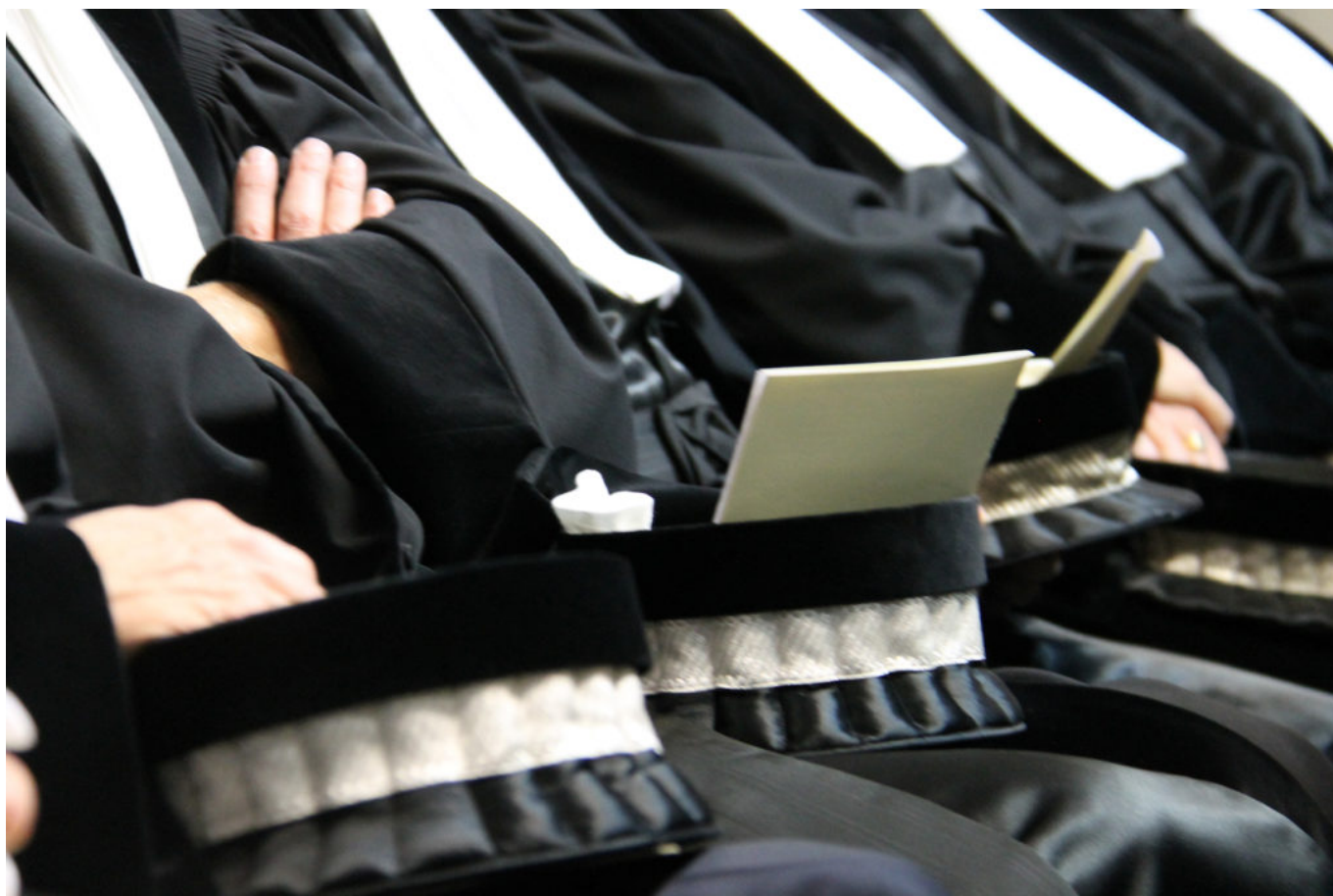
Pour remettre ces trophées : Christine Hacques, Sous-préfète d'Apt, Julien Fraysse, Sous-préfet à la relance, Bénédicte Martin, Vice-présidente de la région Sud, Gérard Daudet, Président de la Communauté d'agglomération LMV, Yves Bayon de Noyer, Vice-président de la Communauté de communes PSMV, Hélène Félix, Présidente de LSE et Philippe Mille, Président sortant de L.S.E. Voici les lauréats :

- Engagement solidaire : [Association le Village](#) / [Centre social et culturel La Cigarette](#) / [Buro84 Plein ciel](#)
- Engagement dans la responsabilité sociétale : [Delta Sertec](#)
- Engagement dans la vie locale : [Bijouseat Surcyclum](#)
- Engagement d'une jeune pousse : [Lökki kombucha](#)
- Prix spécial du jury : [Imprimerie Rimbaud](#)

L.M.

Sonia Arrouas : « Les juges consulaires ont tous les moyens pour sauver les entreprises »

Ecrit par le 7 juillet 2026



Rencontre avec Sonia Arrouas, présidente de la Conférence générale des juges consulaires de France, à l'occasion du congrès national des tribunaux de commerce, les 2 et 3 décembre à Nancy. La Conférence générale des juges consulaires de France présentera son nouveau Livret Prévention. Objectif : dans un climat conjoncturel toujours tendu, faire connaître les différentes actions préventives menées par ces juges bénévoles et tenter de faire prendre conscience aux chefs d'entreprise de l'importance fondamentale de la prévention des difficultés.

Un Livret Prévention sera présenté à l'occasion de votre congrès national à Nancy, les 2 et 3 décembre. Quel est son objectif ?

« C'est un nouvel outil pour faire prendre conscience aux chefs d'entreprise de la nécessité fondamentale de pousser la porte de nos tribunaux avant qu'il ne soit trop tard. La prévention des difficultés des entreprises est dans l'ADN des juges consulaires bénévoles que nous sommes. À travers ce livret, que nous avons souhaité ludique voire humoristique, nous espérons déclencher des démarches spontanées de la part des dirigeants d'entreprises pour s'engager, de leur propre chef, dans cette démarche de prévention. »

Ecrit par le 7 juillet 2026

En juin dernier, le gouvernement a mis en place un vaste plan de sortie de crise avec un important volet concernant cette prévention des difficultés des entreprises dont la création d'un mandat ad hoc simplifié. Des retours sont-ils déjà enregistrés ?

« C'est encore trop tôt pour en tirer de réelles conclusions ! Les différentes aides étatiques mises en place au plus fort de la crise sanitaire, à l'image des PGE (Prêts Garantis par l'État) ou encore les reports de charges sociales et fiscales ont permis de maintenir à flot bon nombre d'entreprises et d'éviter une situation catastrophique. Les aides de l'État sont une chose, mais derrière, s'il n'y a pas une gestion de la part des chefs d'entreprise, cela ne sert à rien. Il leur est nécessaire d'anticiper et les mesures aujourd'hui mises en œuvre le permettent. Les juges consulaires ont tous les moyens pour épauler et sauver les entreprises. »



A la tête de la conférence générale depuis janvier

15 ans qu'une femme n'avait pas été à la tête de la Conférence générale des juges consulaires ! Fin janvier Sonia Arrouas a pris la présidence de l'institution. Présidente du tribunal de commerce d'Evry depuis 2018 après quatorze ans au tribunal de commerce de Bobigny, Sonia Arrouas est juge consulaire depuis 1996. Programme affiché de la présidente : renforcer la participation des régions au centre des débats de l'économie et de la justice pour que les tribunaux de commerce existent à leur juste valeur. © Phil Henriot

Ecrit par le 7 juillet 2026

« *Je ne crois pas au tsunami des défaillances d'entreprises que certains annoncent.* »

Reste toujours à convaincre les chefs d'entreprise à franchir la porte des tribunaux d'une façon spontanée ?

« C'est sur ce sujet que nous nous mobilisons depuis de nombreuses années ! La prévention des difficultés est un dispositif qui fonctionne. 80 % des procédures de prévention réussissent. À l'inverse, la même proportion d'entreprises qui entrent en procédure collective terminent en liquidation judiciaire. Dans le climat que nous connaissons aujourd'hui, il existe une véritable fenêtre de tir pour la prévention. Il n'est pas trop tard ! »

Après l'arrêt du « quoi qu'il en coûte » et la suspension progressive des aides étatiques, beaucoup d'observateurs annonçaient un véritable tsunami des défaillances d'entreprises. Cette vague de défaillances aura-t-elle lieu ?

« Je ne crois pas au tsunami des défaillances d'entreprises que certains annoncent ! Nous nous attendons à une remontée crescendo et progressive notamment après l'échéance de l'élection présidentielle. Les activités en matière de procédure collective reprennent à un rythme très lent et nous ne sommes pas inquiets pour faire face à une accélération prochaine de l'activité. Les juges consulaires sauront faire face. »

« *La prévention des difficultés est un dispositif qui fonctionne. 80 % des procédures de prévention réussissent.* »

À l'occasion de votre congrès national, une table ronde à l'intitulé un brin provocateur : « Faut-il supprimer le Code de commerce ? » est annoncée. Pourquoi ce thème ?

« C'est notamment pour faire prendre conscience que l'image de la justice commerciale ne se limite pas aux jugements rendus lors des procédures collectives. L'objectif est de démontrer que les juges consulaires se bougent et donnent de leur temps et de leur énergie sans compter. Il est indispensable qu'ils soient réellement reconnus. C'est une vraie réflexion de fond sur notre société. »

Quels sont les principaux messages que vous allez faire passer face à vos pairs ?

« La prévention, encore et toujours mais également la nécessité de continuer à se former (les juges consulaires bénéficient d'une formation obligatoire, initiale et continue dispensée dans le cadre de l'École nationale de la magistrature : NDLR). La déontologie est également primordiale pour les juges dans la période actuelle. »

Propos recueillis par Emmanuel Varrier (Les Tablettes Lorraines) pour Réso Hebdo Eco (www.reso-hebdo-eco.com)

Ecrit par le 7 juillet 2026

Les Tribunaux de commerce en France

3 285 juges consulaires sont aujourd'hui répertoriés en France dans 134 tribunaux de commerce et les 7 chambres commerciales des tribunaux judiciaires d'Alsace-Moselle. En 2019, ils ont rendu près de 800 000 décisions. Le délai moyen de traitement des affaires est de cinq mois.

Outil de gestion : « Et si l'on essayait le 'Retex' ? »



En ces temps de pandémie, nombre de produits et de méthodes nouvelles foisonnent pour proposer des solutions aux problèmes que nous rencontrons. Je vous propose de faire le point sur le 'Retex'. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le Retex n'est pas une nouvelle classe d'antivirus ou un médicament miracle contre le rhume saisonnier, non, il s'agit plus simplement d'un outil de gestion des plus efficaces.

Analyser ses défaillances pour améliorer son efficacité

Ecrit par le 7 juillet 2026

Pour une fois, cet outil n'a pas un nom anglo-saxon puisqu'il s'agit d'un acronyme bien français : Retex signifiant 'Retour d'expérience'. En fait, il s'agit d'un des éléments d'une démarche qualité bien comprise. Cette dernière ne garantit pas, en effet, que tous les clients vont bénéficier d'une qualité extraordinaire immédiate mais, plus modestement, que l'entreprise (ou l'organisation) va systématiquement analyser ses défaillances et ses points forts pour essayer d'améliorer constamment l'efficacité de ses services ou ses produits.

Dans ce cadre, il s'agit non seulement de pouvoir décrire précisément le fonctionnement de l'entreprise et de chacune de ses fonctions, opérationnelle ou non, mais aussi de mettre en place et de faire vivre le système d'amélioration de ces dernières.

Le Retex a précisément pour but d'essayer de tirer des enseignements opérationnels des succès et des échecs rencontrés par l'entreprise dans le but de plus d'efficacité.

Eviter de faire les mêmes erreurs deux fois

La difficulté est que cette démarche intuitive (S'efforcer de ne pas refaire la même erreur deux fois !) est rarement formalisée dans les organisations. Elle suppose en effet de se poser en équipe pour analyser complètement ce qui s'est passé avant même de proposer des améliorations. A défaut, il arrive trop souvent que l'analyse soit bâclée (et trop intuitive...) et que, du coup, les solutions mises en œuvre ne soient que partielles quand elles ne sont pas carrément inefficaces.

Les résistances au changement sont déjà assez lourdes sans, qu'en plus, les modifications dans l'organisation soient contre productives. Si cela arrive plusieurs fois, inutile ensuite d'essayer de modifier les process !

Donc, ce que la méthode Retex propose c'est de rationaliser et de formaliser l'analyse des points en cause et de bien réfléchir les améliorations à mettre en place. Il faut noter que cette démarche peut s'appliquer non seulement aux défaillances de l'entreprise (Un raté technique ou commercial par exemple) mais aussi aux succès remportés. Ici encore, une organisation qui gagne une victoire ne se met que rarement en cause pour savoir si la victoire aurait pu être encore plus facile ou plus belle :

Plus facile de travailler sur ses réussites que sur ses échecs

« On ne change pas une équipe qui gagne ! » et pourtant, cela est quand même plus facile de travailler sur ses réussites que sur ses échecs...

La méthode est assez simple à définir mais, comme souvent, plus complexe à mettre en œuvre; les étapes indispensables sont notamment les suivantes :

- Vérifier que l'évènement à analyser est susceptible de se reproduire (Sinon c'est un peu perdre son temps...).
- Désigner un pilote de la démarche et lui accorder le budget temps suffisant (C'est souvent le RAQ -responsable du management/assurance qualité- qui s'y colle).
- Définir un périmètre d'étude précis (Le départ d'un client ancien, le succès d'un nouveau produit, un retard perturbant, etc...).
- Recueillir assez largement les informations disponibles sur l'évènement et les formaliser.
- Réunir les acteurs du process en cause en leur demandant de compléter l'analyse préalable et aussi, bien évidemment, de formuler des solutions opérationnelles d'amélioration.

Ecrit par le 7 juillet 2026

- Recueillir les solutions proposées, les valider ou non avec les acteurs et les responsables en charge du process.
- Diffuser les améliorations retenues en expliquant bien la démarche.
- Vérifier, après un délai de fonctionnement suffisant, que les solutions mises en place sont bien efficaces et satisfont les acteurs du process.
- Recommencer périodiquement la démarche et priorisant les échecs ou les succès à 'Passer au Retex'.

Essayer cette méthode, c'est très souvent l'adopter. Elle en effet l'occasion de communiquer efficacement entre managers et opérationnels sans que ce soit forcément à l'occasion d'une crise ou d'un raté significatif et ses bénéfices peuvent être assez facilement recensés.

Reste à prendre le temps de l'organiser !

Philippe Lechat*

NB : Pour un exemple de Retex dans le milieu médical en cas de crise : https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/retour_experience.pdf

**A la retraite depuis le 1er janvier dernier, Philippe Lechat, fondateur du cabinet d'expertise comptable Axiome Provence, est désormais président de la société de conseil 'Les Aulnes'. A ce titre, il aborde régulièrement dans nos colonnes l'actualité de la gestion d'entreprise.*

'Femmes entrepreneuses' : 100 femmes accompagnées par Orange

Ecrit par le 7 juillet 2026



Fabienne Dulac, directrice générale adjointe du groupe Orange et directrice générale d'Orange France lance le recrutement de la 4ème saison du programme d'Orange 'Femmes entrepreneurs'.

Lancé en 2018, ce programme a pour objectif d'encourager et soutenir l'entrepreneuriat féminin en France et le développement de startups fondées ou co-fondées par une femme. En France, 320 femmes ont déjà bénéficié du programme et 71% des projets des entrepreneuses de la saison 3 sont actuellement en cours de développement ou de commercialisation. « Aujourd'hui, seules 10% des startups sont fondées par des femmes et ne recueillent que 7% du total des levées de fonds hexagonales », précise le groupe Orange.

Pour la saison 4, 100 nouvelles femmes entrepreneuses, basées dans toutes les régions de France métropolitaine et Outre-Mer, vont bénéficier d'un soutien collectif et personnalisé de la part d'Orange pour développer leur entreprise. Pour participer à cette saison qui sera lancée en janvier 2022, les créatrices et porteuses de projet peuvent s'inscrire avant le 30 novembre 2021 en [cliquant ici](#).

Ecrit par le 7 juillet 2026

Neuf mois d'accompagnement

Accompagner les femmes là où elles sont installées. Les entreprises créées se développent dans des activités variées : économie sociale et solidaire, commerces de proximité, ou encore startups dans les secteurs comme la santé, le bien être, l'éducation, l'environnement, etc. Neuf mois d'accompagnement sont au programme, adaptés aux besoins des cheffes d'entreprises : coworking, networking, e-learning, co-développement, ateliers collectifs en présentiel et à distance avec des partenaires locaux.

Un appui régional et national

150 experts d'Orange sont mobilisés partout en France sur les sujets clés de la gestion opérationnelle d'entreprise (système d'information, développement technique au management de l'entreprise : pilotage stratégique, recrutement, gestion financière, juridique, ou stratégie digitale...) pour accompagner la croissance de ces jeunes entreprises. A l'occasion de l'ouverture et de la clôture du programme, ou lors de conférences mensuelles, les femmes entrepreneuses ont l'opportunité d'échanger avec des 'Business angel' françaises et internationales et sont conviées aux grands événements dont Orange est partenaire comme '[Change now](#)' ou '[Viva technology](#)'. Elles peuvent également trouver du soutien dans le groupe Alumni des 320 femmes ayant bénéficié du programme depuis sa création.

Zone péri-urbaine et ruralité

Pour le recrutement de la 4ème promotion, une attention particulière sera apportée aux créatrices d'entreprises situées en zone péri-urbaine et en ruralité. « La crise sanitaire a été une opportunité pour nombre de français de vivre dans des zones péri-urbaines et rurales. Souvent ce choix de vie comporte une dimension entrepreneuriale : ces nouvelles activités économiques portées par des femmes doivent être encouragées au plus tôt », explique le groupe Orange qui mise sur un soutien de proximité et la personnalisation au cœur du programme.

[Philippe Daumas](#), délégué régional Rhône Durance : « La révolution numérique n'est pas qu'une révolution technologique, elle est surtout une révolution culturelle. Elle porte des impératifs d'égalité et de diversité, d'autant plus nécessaires que nous sommes en période de relance économique. En tant qu'entreprise leader du secteur numérique en France, Orange s'engage depuis des années en faveur de la parité. Je suis aujourd'hui très heureux d'accompagner des femmes dans leur aventure entrepreneuriale, en mettant les savoir-faire d'Orange au service du succès de leur projet. »

En savoir plus sur le programme : [cliquez ici](#).

L.M.

Ecrit par le 7 juillet 2026

'Stimulation déjà vu' choisit Carpentras, on vous met au parfum



La Belgique a tenté, Marseille a fait de l'œil, mais c'est bel et bien la ville de Carpentras qui suscitera le coup de foudre. 'Stimulation déjà vu', la start-up québécoise spécialisée dans les expériences olfactives et sensorielles a posé ses valises en Vaucluse et entend bien révolutionner le tourisme.

[Vaucluse Provence attractivité \(VPA\)](#) peut se targuer d'avoir amené une jolie pépite dans nos contrées. Les élus locaux ont chaleureusement accueilli la fondatrice Audrey Bernard pour l'inauguration ce mercredi 20 octobre de la première filiale de la start-up canadienne... en France ! Les discours de bienvenue se sont succédé, certes sous la grisaille, mais avec comme décor le splendide château Durbesson où siège la pépinière '[Mon premier bureau](#)'. « Je ne m'attendais pas à ça, les discours étaient très touchants », nous confie la fondatrice qui a installé son laboratoire des sens dans ce nouveau lieu.

Pierre Gonzalvez, [nouvellement élu à la présidence](#) de 'Vaucluse Provence attractivité' saisit aussitôt le

Ecrit par le 7 juillet 2026

micro pour rendre hommage à ce « travail et cet investissement au long cours » menés par VPA, notamment dans la filière économique créative. L'implantation de cette première entreprise québécoise est en effet le fruit d'une stratégie de promotion rondement menée par VPA au Canada depuis de nombreuses années. Et pour l'épauler dans cette tâche, nuls autres que [Business France Canada](#), [Rising Sud](#), la [Cove](#) et la [Provence créative](#).

« Merci d'avoir choisi le plus bel endroit de France pour vous installer ! »

Pour Jacqueline Bouyac, présidente de la Cove et vice-présidente de la Région sud, ce choix illustre l'attractivité de Carpentras et contribue ainsi à son rayonnement dans toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. « J'espère que cette implantation en suscitera bientôt de nouvelles sur notre territoire compétitif », précise la conseillère régionale. Serge Andrieu, édile de Carpentras ajoutera humblement : « merci d'avoir choisi le plus bel endroit de France pour vous installer ! ».

Il a d'ailleurs déjà confié une mission à Audrey : recréer les odeurs de [la bibliothèque l'Inguimbertaine](#), datant d'avant la révolution. « La nouvelle bibliothèque sent le neuf, nous diffuserons ainsi les odeurs d'origine pour ne pas perdre cette Madeleine de Proust à laquelle les Carpentrassiens sont attachés depuis si longtemps », explique le maire de Carpentras. Ce qui a convaincu la fondatrice de s'installer ici ? « La culture, les matières premières, les gens et le territoire ». Mais également l'emplacement stratégique, à deux pas des nœuds autoroutiers et l'aide salvatrice apportée par VPA dans les nombreuses démarches administratives.

Ecrit par le 7 juillet 2026



De gauche à droite, Audrey Bernard (fondatrice), Gabrielle Ghezzi (gestionnaire de projet) et Etienne Morlon (parfumeur). Crédit photo: Linda Mansouri

Créer des émotions

Voyager c'est découvrir des cultures, des architectures et des paysages différents. C'est ouvrir ses sens à des expériences nouvelles. « Notre choix d'explorer le tourisme s'inscrit dans notre démarche créative basée sur la data scientifique et culturelle en créant, ou en recréant des odeurs liées à des lieux ou à des événements. Nous pouvons vous projeter dans des destinations futures ou encore vous faire revivre des moments remarquables et inoubliables », explique la fondatrice. C'est ainsi que la société vient enrichir l'offre du territoire grâce à une mise en valeur olfactive et sensorielle de la destination. Les senteurs des marchés au parfum des monuments, en passant par l'odeur des sites naturels... Le champ des possibilités est vaste.

Ecrit par le 7 juillet 2026

Tourisme, culture, divertissement

En choisissant Carpentras, la start-up entend amener un savoir-faire créatif et biométrique avec le laboratoire des sens. Le Vaucluse permet ainsi d'innover et de développer de nouveaux outils comme les ateliers virtuels olfactifs. La gestionnaire de projet, Gabrielle Ghezzi, invite d'ailleurs avec grand plaisir tous les curieux à se prêter au jeu au cours de séances de simulation et de tests.

L'entreprise, qui collabore déjà avec la ville de Bordeaux, Marseille ou Rennes, appuie sa stratégie de développement dans la Vallée du Rhône et au cœur de l'Europe. Les cibles ? Les destinations touristiques, les secteurs de la culture ou du divertissement. « Le concept s'adresse aussi bien aux offices de tourisme, aéroports, grands restaurants, salles de spectacle ou festives ainsi qu'aux grandes marques désireuses de communiquer sur leur ADN », précise la fondatrice.



Jacqueline Bouyac se plie à une séance de tests à l'aide de capteurs. Crédit photo : Linda Mansouri

Ecrit par le 7 juillet 2026

Travailler dans un château

La pépinière 'Mon premier bureau' se niche dans le château Durbesson, propriété de la Cove et réaménagé pour le besoin des entreprises. Partagé en une quinzaine de bureaux, les locaux proposent une surface de 390m2 au sein d'un patrimoine historique de la fin du XIXe siècle et totalement réhabilité par la Cove. Adossé à la marque économique territoriale 'La Provence créative', 'Mon premier bureau' est le pendant de « [Ma première usine](#) » dédiée à la filière agri-agro. La start-up est ainsi la 8e entreprise à opter pour le charme irrésistible des lieux. Une implantation qui fleure bon la réussite.

Tous savoir sur la start-up 'Stimulation déjà vu', [cliquez ici](#).

Interview d'Audrey Bernard.